

Zeitschrift: NIKE-Bulletin
Herausgeber: Nationale Informationsstelle zum Kulturerbe
Band: 11 (1996)
Heft: 3: Bulletin

Artikel: Bundesgesetz über die Archivierung : Vorentwurf wohlwollend aufgenommen
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-727055>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

A leur arrivée à Neuchâtel, les vingt planches étaient dans un état de dégradation avancé et préoccupant. Les altérations touchaient aussi bien les papiers albuminés, les supports en lin que le cadre et les papiers colorés. Ainsi la plupart de ces six couches étaient tour à tour décolorées, déchirées, détendues, crevées, calcinées et systématiquement fragilisées.

Avant de proposer une méthode de restauration, chaque planche a été largement documentée et analysée de manière à comprendre les phénomènes de dégradations propres à chacune des six couches. Au terme de cette période de mesures et d'investigation, il était nécessaire de comprendre la méthode de fabrication de ces planches et de formuler un modèle théorique pour aborder la restauration et la phase de reconstruction des artefacts. Ces étapes maîtrisées, une première intervention en grandeur nature a été réalisée sur la planche intitulée «Naples et le Vésuve». Chaque couche a été patiemment retirée du cadre, nettoyée, doublée, renforcée, reinteinte avec des pigments neutres puis stabilisée sous presse. Les lacunes ont été comblées avec du papier permanent. Au terme de cet exercice périlleux, chacune des strates a été remontée sur le châssis de bois, avec pour principale difficulté la maîtrise de la tension importante de ces différentes couches. La technique mise au point a consisté tout d'abord à humidifier chaque élément au moyen d'un léger brouillard d'eau puis à la transférer immédiatement sur la tranche du cadre préalablement encollée. La technique retenue pour le remontage des différentes couches a dû également tenir compte de leur parfaite superposition et utiliser des techniques propres aux charpentiers de marine pour empêcher les cadres de s'arquebouter au moment du séchage.

Une fois la collection Ponti restaurée, chaque planche a été reproduite au moyen d'une caméra professionnelle grand format. Les reproductions ont été réalisées sur des supports négatifs et inversible de manière à tirer des facsimilés de la vision jour et de la vision nuit. Ces épreuves permettront au spectateur de visualiser les scènes sans avoir nécessairement recours aux planches originales qui seront conservées dans les magasins du musée selon les normes internationales en vigueur. Enfin, chaque planche originale a été conditionnée horizontalement dans une boîte/écran en carton neutre.

Au total ce ne sont pas moins de huit cent heures et la participation de quatre restauratrices qui auront été nécessaires pour mener à bien ce mandat.

A noter encore que le Mégaethoscope et les vingt planches seront visibles dès cet automne, au Musée Suisse de l'Appareil Photographique à Vevey, dans le cadre d'une exposition consacrée à la restauration de la collection Carlo Ponti.

Recherche

Signalons enfin que la Fondation poursuit ses activités en matière de recherche en réalisant un programme de travail intitulé: «Constitution d'une banque de données relative à la conservation et la restauration des collections photographiques suisses».

Christophe Brandt, 14,
Faubourg de l'Hôpital,
2000 Neuchâtel

Bundesgesetz über die Archivierung: Vorentwurf wohlwollend aufgenommen

Der Bundesrat hat die Ergebnisse des Vernehmlassungsverfahrens über den Vorentwurf des Archivierungsgesetzes zur Kenntnis genommen; das Verfahren war am 5. September 1995 eröffnet worden. Er hat das Eidgenössische Departement des Innern (EDI) beauftragt, eine Botschaft zuhanden der Eidgenössischen Räte zu erarbeiten. Der Entwurf als Ganzes wurde wohlwollend aufgenommen. Kritisiert wurden nur einige wenige Bestimmungen. Das Gesetz soll eine solide Rechtsgrundlage für die Archivierungspflicht schaffen; diese bildet eine unabdingbare Voraussetzung für die Rechtsstaatlichkeit und für eine demokratische Verwaltungskontrolle sowie die Basis für die Aufarbeitung unserer gemeinsamen Geschichte.

Die Regelung der Archivierung auf Gesetzesstufe wurde von allen Kantonen, politischen Parteien und interessierten Or-

ganisationen begrüsst, ebenso wie die Beibehaltung der föderalistischen Kompetenzverteilung zwischen Bund und Kantonen auf dem Gebiet der Archivierung. Die Ausdehnung des Geltungsbereichs des Gesetzes wird ebenfalls positiv gewertet, obwohl einige Kompetenzabgrenzungen noch klarer formuliert werden müssen. Einhellig begrüsst wurde auch eine Neuerung betreffend die Übernahme der Unterlagen: im Gegensatz zur geltenden Regelung, welche für sämtliche Bundesakten die Ablieferungspflicht an das Bundesarchiv vorschreibt, sieht der Vorentwurf eine systematische Anbietepflicht vor. Nur Unterlagen, die als archivwürdig bezeichnet werden, sind anschliessend dem Bundesarchiv abzuliefern.

Die Bestimmungen über die Einsichtnahme haben erwartungsgemäss am meisten Reaktionen ausgelöst. Der Grundsatz

Postulat Jean Cavadini

Sauvegarde de la photographie en Suisse

Texte du postulat du 22 mars 1996

Nous demandons au Conseil fédéral de déterminer, d'entente avec les institutions concernées, une démarche tendant à:

a.) conduire une action cohérente en faveur du patrimoine photographique national

b.) reconnaître, encourager et favoriser le dépôt de collections à la bibliothèque nationale suisse prioritairement

c.) confier la fonction d'un centre technique à la Fondation suisse pour la restauration et la conservation du patrimoine photographique

d.) favoriser la complémentarité des travaux conduits par les différentes institutions actives dans ce domaine en Suisse

e.) confier à MEMORIAV une fonction de coordination et de supervision qu'elle est en mesure d'exercer par la nature des institutions qu'elle regroupe.

Cosignataires:

Beerli, Béguin, Bisig, Büttiker, Iten Martin, Marty Dick, Onken, Paupe, Respini, Saudan, Schiesser, Weber Monika (13)

Développement

Que la photographie soit un bien culturel important, qu'il soit urgent de la sauvegarder, de la mettre en valeur, de lui donner les soins qu'exigent ses qualités et sa fragilité, chacun en convient. Plusieurs initiatives privées ou publiques témoignent bien de l'intérêt de cette mémoire de notre culture et de notre histoire. Nous souhaitons que la Confédération contribue à la définition d'une politique cohérente et équilibrée en la matière et qu'elle établisse des synergies entre les partenaires engagés dans la collection, la restauration, la mise en valeur de la photographie.

L'article 2, alinéa 1 de la loi fédérale sur la Bibliothèque nationale suisse du 18.12.1992 précise une partie du sens de cette action. La BNS doit «collectionner, répertorier, conserver, rendre accessible et faire connaître les informations imprimées ou conservées sur d'autres supports que le papier ayant un lien avec la Suisse».

Des collections existent en plusieurs lieux, parfois déposées dans des conditions de sauvegarde douteuses. Des initiatives contradictoires peuvent compromettre la sauvegarde de la photographie.

Le Conseil fédéral a pris connaissance du postulat le 11 juin 1996 et l'a transmis au Conseil des Etats.

der freien - und explizit zu erwähnen - kostenlosen Einsichtnahme in das Archivgut nach Ablauf einer Schutzfrist von dreissig Jahren fand breite Zustimmung, ausser beim Kanton Schaffhausen. Bern, Luzern und die SRG setzten sich sogar für eine weitergehende Liberalisierung ein. Unterschiedliche Standpunkte gab es auch bezüglich der Verlängerung der Schutzfrist auf fünfzig Jahre für besonders schützenswerte Personendaten im Archivgut, das nach Personennamen erschlossen ist. Während Uri, Nidwalden, Appenzell Innerrhoden und St. Gallen gegen diese Schutzfrist von fünfzig Jahren sind, weil sie sie für zu kurz befinden, betrachten sie der Kanton Bern sowie die SPS, SVP und SRG als zu lang. In diesem Zusammenhang wird oft auf das Problem des Interessenkonflikts zwischen dem Recht der Öffentlichkeit auf freien Zugang zum Archivgut und der möglichen Beschränkung der Einsichtnahme durch die Stelle verwiesen, welche die Unterlagen produziert. Der Kanton Basel-Stadt und die FDP verlangen, dass die Weiterbenutzung von

archivierten Informationen durch die «abliefernde» Stelle während der Schutzfrist einzuschränken ist, zumindest was die Bearbeitung von Personendaten anbelangt.

Ungeachtet dessen, ob sie sich von dem Vorentwurf des Gesetzes betroffen fühlen oder nicht, sehen zahlreiche Kantone (AI, AR, GR, AG, VS, TI) darin ein mögliches Vorbild für die kantonale Gesetzgebung und sind überzeugt, dass es die Archivierungspraxis in den Kantonen positiv beeinflussen wird. Einige Kantone wünschen sich überdies eine enge, systematische und dauerhafte Zusammenarbeit zwischen Bund und Kantonen, um gemeinsam archivistische Probleme zu lösen und die Weiterbildung im Archivbereich zu regeln. (NE, AR, TI, VD).

**Eidgenössisches Departement
des Innern,
Presse und Informationsdienst
Auskunft:
Andreas Kellerhals
Vizedirektor
Schweizerisches Bundesarchiv
Tel. 031/ 322 92 85**